



Lors d'une cérémonie de vœux à l'occasion de l'Aïd El Adha
Gaid Salah motive l'ANP «à fournir davantage d'efforts»

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4855 - Mercredi 14 août 2019 - Prix : 10 DA

En attendant le retour en force des étudiants
Les citoyens en renfort pour maintenir la pression

Page 2

Sur fond de pressions géopolitiques

Les marchés pétroliers au bord d'une crise

Page 2

Le régime tunisien et l'élection présidentielle

Par Mohamed Habili

Si Youssef Chahed a été le dernier des candidats potentiels à se déclarer, dans la perspective de la présidentielle du 15 septembre – qui avant le décès de Béji Caïd Essebsi était prévue pour novembre prochain, et donc à la suite des législatives, un détail qui sûrement a son importance –, c'est peut-être parce que de tous il a le plus longuement et le plus durement réfléchi avant de sauter le pas. Par rapport à ceux qui désormais sont ses concurrents, et qui se chiffrent par dizaines, encore qu'il n'y en ait que très peu qui soient des rivaux pour lui, il avait eu à se colleter avec une question, et même deux, qui se posent pour la première fois dans la Tunisie d'après 2011. La première est de pure forme : un chef de gouvernement en exercice ne doit-il pas démissionner dès lors qu'il a choisi d'entrer dans la course pour la présidentielle ? Et ce, tant par souci d'équité vis-à-vis des autres candidats que pour éviter de créer la confusion entre ses actes comme chef de l'exécutif et sa campagne électorale. Il ne fait pas de doute qu'il ne ferait plus rien sans que ses adversaires ne crient au mélange des genres. Si elle se posait avant qu'il n'annonce sa candidature, cette question toutefois ne se pose plus guère maintenant, puisque l'on connaît la réponse que lui-même y a apportée. L'autre question touche par contre à un problème de fond. S'il veut être président de la République, alors qu'il est déjà chef du gouvernement, c'est qu'il estime que la première fonction est au-dessus de la deuxième, sous l'angle des prérogatives comme des honneurs. **Suite en page 3**

Confédération des syndicats algériens

Nouvelle initiative pour une sortie de crise



PH.D. R.

Les initiatives politiques pour sortir le pays de la crise se poursuivent. A cet effet, la Confédération des syndicats algériens (CSA) compte tenir une rencontre avec des personnalités nationales et des partis politiques le 17 août prochain. **Lire page 3**

Les atteintes à l'environnement en hausse

Les entreprises polluantes dans le collimateur du gouvernement

Page 3

L'exposition «Mosaïque d'été ou l'œuvre qui parle»

Un hommage rendu au plasticien Mohamed Nedjar

Page 13

En attendant le retour en force des étudiants

Les citoyens en renfort pour maintenir la pression

■ Moins nombreux lors de ce 25^e mardi consécutif, quelques étudiants, soutenus par des citoyens, ont marché à Alger pour affirmer leur attachement aux revendications portant sur le départ des symboles restants de l'ancien régime et réclamer la libération de tous les manifestants arrêtés depuis le début du hirak.

Par Thinhinene Khouchi

La fameuse marche des étudiants a eu lieu hier, bien que les citoyens étaient beaucoup plus en nombre. En effet, quelques étudiants ont été soutenus dans leur marche à Alger par des citoyens. Lors de cette nouvelle marche pacifique hebdomadaire, les manifestants ont exprimé leur attachement aux revendications portant sur le départ des symboles restants de l'ancien régime, la remise des rênes du pouvoir au peuple, l'application des articles 7 et 8 de la Constitution, la libération des détenus d'opinion et surtout l'indépendance de la justice, tout en arborant l'emblème national et en entonnant en chœur l'hymne national et des chants patriotiques. Prenant le départ de la place des Martyrs en direction de la place Maurice-Audin, les marcheurs ont scandé des slogans revendiquant la fondation d'un Etat de droit, mettant l'accent sur l'impératif d'entretenir un dialogue permettant au pays une sortie de crise, avec des personnalités qui font preuve d'intégrité et de probité. Au milieu d'un dispositif sécuritaire renforcé notamment au niveau des rues Larbi Ben M'hidi et Colonel Amirouche, les manifestants, majoritairement des citoyens,



Ph.E. Soraya/J. A.

ont également réclamer, à travers les banderoles brandies, la lutte contre la corruption et la bureaucratie et le jugement des corrompus et des dilapidateurs de fonds publics, scandant «*el-hebbs ya serakin*» (en prison les voleurs). Réitérant leur détermination à poursuivre leurs marches «des mardis et vendredis» dans les quatre coins du pays jusqu'à satisfaction de

toutes les revendications, un groupe de citoyens nous affirmera : «*On marchera chaque mardi pour maintenir le mouvement des étudiants jusqu'à leur retour*», ajoutant : «*On est là pour maintenir la pression, soutenir les étudiants dans leur mouvement et exprimer notre désir pour plus de changement*». Questionnés sur cette absence flagrante des étudiants, les quelques universi-

taires présents ce mardi ont expliqué que «*la plupart des étudiants sont rentrés chez eux pour fêter l'Aïd avec leurs parents, et le manque de transport ne facilite pas le déplacement de ceux habitant ici à Alger*. En outre, c'est la fin de l'année universitaire donc c'est difficile de se rassembler». La marche s'est déroulée dans le calme et, comme à l'accoutumée, des

jeunes, pas aussi nombreux que d'habitude, se sont portés volontaires pour porter aide et assistance aux manifestants. La marche n'a pas duré longtemps, les manifestants ont commencé à se disperser vers 12h30. Des marches similaires ont eu lieu dans d'autres wilayas, à savoir Béjaïa, Oran et Annaba. Par ailleurs, une conférence nationale des étudiants aura lieu samedi 17 août à Alger. Elle sera organisée conjointement par le Forum des étudiants et le Pôle des étudiants algériens, ainsi que d'autres étudiants indépendants. «*Cette première conférence aura pour but d'unir et de renforcer les liens entre les étudiants afin de devenir une réelle force de proposition politique*», confie un étudiant de l'Ecole polytechnique rencontré hier. Lors de cet événement, une proposition de sortie de crise sera exposée, suivie d'une série d'interventions, ajoute la même source. Le Pôle des étudiants algériens a été créé au lendemain des marches du 22 février autour d'un noyau dur composé des grandes écoles, à savoir l'Ecole nationale polytechnique, l'ENSA, l'EPAU et l'ESI. La «*coalition*» a ensuite pris de l'ampleur et regroupe actuellement 13 établissements universitaires.

T. K.

Sur fond de pressions géopolitiques

Les marchés pétroliers au bord d'une crise

Avec un baril de Brent qui a accédé 3,8% cette semaine, les cours de l'or noir sont restés stables hier, maintenant ainsi le cap des 58,54 dollars le baril. Pourtant, confrontés à des pressions géopolitiques, essentiellement la guerre commerciale sino-américaine, d'une part, et la prise au début du mois de juillet par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) plus la Russie pour maintenir une stricte politique de réduction de la production en vue de faire remonter les cours, d'autre part, les marchés pétroliers menacés par un risque d'un baril à 30 dollars sont au bord d'une crise.

«*Le marché pétrolier traverse une période assez particulière où s'interfèrent des facteurs saisonniers comme notamment la guerre commerciale sino-américaine qui pourrait s'accroître dès septembre prochain, quand Trump mettra plus de pression sur les produits chinois. Tandis que la Chine vient d'annoncer qu'elle ripostera en menaçant de ne plus importer du brut US, ce qui va gonfler les stocks US et donc faire chuter les prix*», a assuré, à ce sujet, Saïd Beghoul, expert en énergie, joint par nos soins. En plus, poursuivra-t-il, «*la Chine qui importe 40% des exportations iraniennes pourrait défier les USA et va importer davantage du brut iranien. L'Iran pourrait donc produire plus malgré les sanctions*

US». «*Auquel cas, il y aura beaucoup de brut sur le marché pendant que la demande mondiale est un peu amortie par une faible croissance économique mondiale*», enchaînera-t-il. De ce fait, pour l'expert en énergie, «*si tous ces facteurs vont coexister d'ici à fin août, les prix risquent de chuter mais je ne pense pas vers les 30 \$*». Toutefois, relèvera-t-il, «*tout porte à croire que le plancher sera autour de 50 \$ pour le Brent, au pire des cas*». «*N'oublions pas que les USA et Israël envisagent des frappes militaires contre l'Iran, auquel cas tous ces facteurs baissiers seront contrebalancés par une flambée des prix, notamment si l'Iran ferme le détroit d'Ormuz*», soulignera-t-il.

Interrogé sur d'éventuelles répercussions de cette situation sur les recettes nationales en hydrocarbures, Saïd Beghoul répondra que «*bien évidemment les répercussions sont inévitables, mais l'impact sur nos recettes sera en fonction de la durée du maintien du baril à des niveaux bas*». D'autant plus, argumentera-t-il, que «*Sonatrach, comme toutes les compagnies nationales à faibles capacités de production, n'a absolument aucun pouvoir sur le marché pétrolier*». En outre, à la question de savoir ce qui pourrait être décidé pour engranger plus de recettes ? Produire et

vendre plus ? Il rétorquera : «*Nous avons un quota Opep à respecter et d'ailleurs nos capacités de production sont faibles et la production elle-même est en constant déclin depuis 2008*». Dans cet ordre d'idées, questionné sur la réduction par Sonatrach du prix du Sahara Blend, tel qu'annoncé avant-hier par l'agence Reuters, il estimera que «*réduire le prix du Sahara Blend constitue un rabais pour gagner quelques clients, mais c'est de la charcuterie fine pour 42 millions d'Algériens*». Et pour cause, soutiendra-t-il, «*le coup est parti il y a déjà longtemps. Ce n'est pas maintenant que nous allons chercher à trouver un moyen pour faire face à notre situation économique envenimée par une rente qui a trouvé ses limites. Il fallait y penser il y a longtemps durant les "années pétrole"*». Aujourd'hui, nous vivons les «*années de disette*». Par ailleurs, sur les mesures que les pouvoirs publics devraient prendre pour faire face à ce risque de crise du pétrole, il considérera qu'en raison de la situation de crise politique actuelle, il ne voit «*pas de mesures qui soient efficaces et surtout pour le court terme. Le seul réflexe des pouvoirs publics reste, comme toujours, de préconiser au citoyen de rajouter des trous à sa ceinture*».

Notons qu'hier les prix du

pétrole restaient stables en cours d'échanges européens, dans un environnement où les efforts des pays producteurs de pétrole pour soutenir les prix se confrontent aux craintes des investisseurs sur la croissance mondiale. Vers 09h35 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 58,39 dollars à Londres, en baisse de 0,31% par rapport à la clôture d'avant-hier. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre s'échangeait à 54,89 dollars, 0,07% de moins que la veille. Le pétrole vit une période incertaine depuis plusieurs mois, notamment due au conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis, qui risque de peser sur la demande en pétrole en ralentissant la croissance mondiale.

De fait, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a abaissé vendredi dernier ses prévisions pour la croissance de la demande mondiale de pétrole en 2019 et 2020. Sa prévision de croissance de la demande de brut pour cette année a ainsi été révisée en baisse de 100 000 barils par jour (mbj), elle devrait atteindre 1,1 mbj en 2019.

Cela dit, les acteurs du marché de l'or noir envisagent de soutenir activement les prix, à l'image de l'Arabie saoudite qui «*a un intérêt accru pour des cours de pétrole forts et devrait*

réduire sa production en conséquence», comme l'ont expliqué les analystes de JBC Energy. Selon l'agence Bloomberg, Ryad a contacté les autres membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) après une chute des cours de pétrole mercredi dernier pour discuter de mesures susceptibles de les faire remonter. L'Organisation et dix pays partenaires, dont la Russie, sont engagés depuis 2016 dans un accord de réduction de leur production.

Le royaume a d'autant plus intérêt à soutenir les prix qu'il vise une introduction en Bourse de sa compagnie nationale Aramco, ont souligné les analystes de JBC Energy. Lors de la présentation de ses résultats semestriels lundi, Aramco s'est dit «*prêt à une introduction en Bourse*», sans toutefois dévoiler le calendrier.

C'est au gouvernement de décider du moment opportun en attendant «*des conditions optimales de marché*», a déclaré Khaled al-Dabbagh, vice-président du groupe public, lors d'une conférence téléphonique. Cette opération, initialement prévue en 2018, avait été repoussée en raison de conditions de marché défavorables.

Lynda Naili

Confédération des syndicats algériens

Nouvelle initiative pour une sortie de crise

■ Les initiatives politiques pour sortir le pays de la crise se poursuivent. A cet effet, la Confédération des syndicats algériens (CSA) compte tenir une rencontre avec des personnalités nationales et des partis politiques le 17 août prochain.

Par Louiza Ait Ramdane

En dépit des divergences d'approche et d'analyse, les initiatives se succèdent. En effet, plusieurs actions ont vu le jour pour proposer des solutions à la crise politique que vit le pays, les unes préconisant l'organisation d'une élection présidentielle dans les plus brefs délais, les autres prônant un processus constituant dans le cadre d'une phase de transition, mais convergeant toutes sur la nécessité d'engager le dialogue. Plusieurs partis politiques et personnalités ont appelé, dans ce cadre, à dépasser la situation de blocage qui dure depuis des mois, à travers un dialogue sérieux et global.

Parmi les initiatives, celle des acteurs de la société civile et à l'initiative de la Confédération des syndicats algériens (CSA), des organisations nationales et professionnelles, qui comptent lancer une nouvelle initiative politique qui devrait, en principe, avoir lieu le 17 août. Cette nouvelle rencontre à caractère consultatif sera également ouverte aux partis et personnalités politiques et représentants du Mouvement populaire, selon Boualem Amoura, porte-parole du Satef, un des membres actifs de la CSA qui s'exprimait sur une chaîne de TV. Cette conférence aura d'abord à faire un bilan de toutes les initiatives politiques lancées par les différents acteurs



afin de sortir le pays de la crise, puis en tirer les conséquences à travers l'élaboration d'une plateforme consensuelle qui reprendrait les idées largement défendues par les acteurs politiques, lors des multiples initiatives lancées depuis le début de la crise. Les membres de la CSA ont déjà pris contact avec les partis et personnalités regroupés dans «Les Forces du changement» et l'«Alternative démocratique». Pour rappel, les organisations de la société civile ont réussi le 15 juin dernier à organiser une conférence nationale avec une large participation. Cette nouvelle rencontre est une suite à la première, selon Amoura.

D'autres initiatives similaires ont bien aussi émergé. Le Forum national pour le dialogue, regroupant des partis politiques, des acteurs de la société civile, des syndicats et des personnalités, dont la coordination des travaux a été confiée à l'ancien diplomate et ministre Abdelaziz Rahabi, s'est réuni le 6 juillet et considère qu'une élection libre et régulière est la seule voie pour accéder au pouvoir. Les participants au forum, dont les partis Talaie El-Hourriyet, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), le Front pour la justice et le développement et Jil Jadid, appellent, en outre, à la création d'une instance nation-

le pour l'organisation et la supervision de l'élection présidentielle. D'autre part, des acteurs de la société civile, à savoir la Confédération des syndicats autonomes, le Forum civil pour le changement et le Collectif de la société civile qui compte plusieurs associations et organisations de droits de l'Homme, se sont réunis le 15 juin et ont appelé à accélérer une transition démocratique conformément à un processus électoral. Pour leur part, les Forces de l'alternative démocratique, réunissant des partis politiques, des organisations syndicales et des personnalités nationales, ont plaidé, le 26 juin, en faveur d'une période de transition garantissant les conditions politiques pour l'expression d'une véritable souveraineté du peuple et l'édification d'un Etat de droit démocratique.

Les signataires du «Pacte politique pour une véritable transition démocratique», notamment les FFS, RCD, PT, PST, MDS, UCP, PLD et LADDH, estiment que cette période de transition doit être basée sur un nombre de préalables : indépendance de la justice, séparation des pouvoirs, non utilisation de la religion, du patrimoine et des symboles de la Nation à des fins politiques, égalité en droits entre hommes et femmes et non utilisation de la violence pour la conquête et l'exercice du pouvoir.

L. A. R.

Les atteintes à l'environnement en hausse

Les entreprises polluantes dans le collimateur du gouvernement

Devenue un phénomène récurrent, la pollution industrielle caractérisée par le non-respect des normes, notamment au niveau des zones d'activité, prend une ampleur considérable ces dernières années, et ce, en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics visant la protection de l'environnement. A cet effet, une instruction du ministère de l'Intérieur vient d'être adressée aux walis de la République en vue de prendre impérativement et sans tarder les mesures coercitives requises à l'encontre des entreprises industrielles polluant les plages, les rivières et les milieux urbains. Ladite instruction, signée de la main du ministre Salah-Eddine Dahmoune, fait référence à tous les textes législatifs et réglementaires prévus et assure de leur stricte application à l'encontre des pollueurs qui déversent sans vergogne les rejets industriels dans la nature avec tous les risques qu'ils provoquent sur la santé publique et sur l'environnement en général. Ainsi, les walis sont tenus de procéder à l'application stricte de l'instruction à travers la vérification de la conformité des établissements industriels à la réglementation en vigueur et

à l'intensification des visites d'inspection et des constatations pratiques au niveau des entreprises industrielles concernées pour vérifier leur conformité aux règles établies et fixées par le décret exécutif n° 06-141 du 10 avril 2006. Ceci implique aussi la rédaction de procès-verbaux de constat relatifs aux infractions commises par les services responsables, l'établissement d'une mise en demeure par les walis conformément aux procès-verbaux de constat avec un délai de 30 jours pour rectification de la situation et levée de réserves. Dans le cas de la non-levée de réserves, les walis de la République établissent, en fonction des cas soulevés, un arrêté d'interdiction d'émission des rejets d'effluents liquides industriels ou un arrêté de fermeture de l'établissement jusqu'à l'éradication de la pollution. Il est demandé la prise en considération des effluents au niveau de plages, compte tenu de leurs effets néfastes sur l'écosystème, la biodiversité et notamment les ressources halieutiques, de même que de faire participer les bureaux d'hygiène communaux dans cette démarche. En vue de parvenir à un environnement

propre qui ne porte aucun danger à la santé du citoyen, constituant une priorité extrême pour l'Etat, l'instruction arrêtée par le ministre de l'Intérieur relate la nécessité d'adresser des rapports détaillés pour accorder l'importance requise à cette question, aux services du département de l'Intérieur sur le déroulement de cette opération d'une manière continue.

Nouvelles missions pour la police

Pour injecter une nouvelle dynamique au corps de la police et lui confier de nouvelles missions dans plusieurs secteurs, le ministre de l'Intérieur, Salah Eddine Dahmoune, a annoncé, hier, que son département travaillait en coordination avec la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). «Le ministère de l'Intérieur travaille en coordination avec le directeur général de la Sûreté nationale pour insuffler une nouvelle dynamique au corps de la police dans divers domaines, notamment la formation, et lui confier de nouvelles missions», a écrit M. Dahmoune sur sa page Facebook. Le ministre a rappelé, dans ce sens, la convention signée récemment

avec le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, permettant «à la police de proximité de prendre en charge le volet lié à la santé des citoyens», soulignant qu'il sera procédé «à la formation des cadres devant être en contact direct avec les citoyens dans ce volet précis». En matière de protection de l'environnement, le ministre de l'Intérieur a annoncé la création de «la spécialité protection de l'environnement relevant directement de la police judiciaire», indiquant que «le gouvernement a pris récemment une série de décisions relatives à la protection de l'environnement, lesquelles doivent être accompagnées d'actions anticipatives et préventives menées par les autorités publiques, en premier lieu la police, en vue de dissuader toute personne qui tenterait de porter atteinte à l'environnement ou à la santé du citoyen». «Le secteur œuvre à accompagner la police dans le domaine professionnel et les affaires sociales dans la perspective de hisser ce corps au niveau des aspirations de ses éléments, en fonction des moyens offerts et des priorités définies», a affirmé le ministre de l'Intérieur. Meriem Benchaoua

LA QUESTION DU JOUR

Le régime tunisien et l'élection présidentielle

Suite de la page une

Où, jusque-là, c'est plutôt l'idée contraire qui prévalait. Le fait est que la Constitution tunisienne n'institue pas un régime comme celui d'avant 2011, dans lequel tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains du président de la République. Elle distingue clairement les compétences des deux têtes de l'exécutif. Dans cette Constitution, le chef du gouvernement a la haute main sur la politique intérieure, la politique étrangère étant en revanche le domaine réservé du chef de l'Etat. Bien que choisi par le président disparu, et que les deux appartiennent au même parti, Nidaa Tounès, Youssef Chahed a fini par ne plus s'entendre avec lui, sans être remercié pour autant. N'est-il pas arrivé à Béji Caïd Essebsi de regretter le déséquilibre en termes de prérogatives qu'il y avait entre eux deux ? On se souvient qu'il est arrivé à Chahed de remanier substantiellement le gouvernement sans en référer à lui. Toutefois en laissant inchangés les postes de ministre des Affaires étrangères et celui de la Défense, pour lesquels l'aval du président aurait été nécessaire. Pendant les mois de coexistence assez difficile entre les deux hommes, on peut dire que le régime tunisien né de la «révolution» de 2011 s'est révélé être bien plus parlementaire que présidentiel. Mais qu'en sera-t-il demain si le chef du gouvernement en exercice est élu président de la République, et que dans la foulée de la présidentielle, son parti Tahya Tounès, sort majoritaire des législatives ? Un même homme serait président de la République et chef de la majorité parlementaire. Cela se verrait pour la première fois en Tunisie. Ce scénario n'est pas une vue de l'esprit, il est tout à fait probable. C'est d'ailleurs pour le contrer qu'Ennahda s'est décidée cette fois-ci à présenter un candidat à la présidentielle. Et pas n'importe lequel, puisqu'il s'agit de Abdelfattah Mourou, son numéro deux, qui se trouve également être le vice-président de l'Assemblée. Il est clair que ce n'est pas lui qu'elle aurait choisi s'il n'aurait pas dans ses intentions de remporter la présidentielle. Elle n'aurait pas présenté de candidat si elle était certaine que Chahed perdrait. Le plus probable dans ce cas est qu'elle aurait soutenu un candidat extérieur.

M. H.

Climatologie

Des records de chaleur dans plusieurs régions du pays

■ Le mois de juillet 2019 a été «particulièrement chaud», de jour comme de nuit, avec des «records» de chaleur battus dans plusieurs régions du pays, où le mercure a dépassé de +3,3 C la normale en température moyenne, a indiqué le directeur du Centre climatologique national (CCN), Salah Sahabi-Abed.

Par Walid B.

«**J**uillet 2019 a été très chaud dans la majeure partie du pays. Il a fait entre 0,2 et 3,3 C de plus que la normale en température moyenne et nous avons enregistré en parallèle des températures maximales nettement au-dessus de la normale mais variables en magnitude d'une région à une autre», a déclaré M. Sahabi-Abed. Selon le même expert, les écarts des températures maximales moyennes par rapport à la normale des mois de juillet calculés sur la période 1981-2010 étaient importants.

Globalement, ils ont varié de +0,2 C à +3,7 C. Ainsi, de nouveaux records de température maximale ont été battus dans plusieurs wilayas du pays, à savoir Adrar avec 50,0 C, Arzew (44,5 C), Béni-Saf (40,9 C), Ténès (44,0 C), Mostaganem (45,9 C), Tiaret (43,0 C) et Mecheria (43,5 C). Concernant les températures minimales moyennes (où de nuit), les écarts par rapport à la normale étaient également chauds et importants variant de +0,1 à +3,6 C, à l'exception de la région de Tindouf où on a enregistré un écart de l'ordre de -1,1 C ceci à cause de l'influence des vents marins qui arrivent de l'océan Atlantique de l'ouest. Il est à rappeler que Météo Algérie avait annoncé auparavant que les températures prévues pour les mois de juillet et août seraient de «normale à au-dessus de la normale» sur le différents régions du pays. Les prévisions mensuelles élaborées par Météo Algérie coïncident avec celles émanant des centres climatologiques régionaux des pays de la Méditerranée et confirment cette



tendance de situation normale à plus chaude que la normale pendant toute la saison d'été avec 80% de probabilité. Le Centre climatologique national qui relève de l'Office national de météorologie (ONM) avait rappelé que la prévision mensuelle et saisonnière «informe sur la vigueur de la saison et trace de manière générale la tendance globale des paramètres de météorologie par rapport aux valeurs normales observées habituellement sur une période connue assez représentative». Il avait expliqué que la prévision mensuelle et saisonnière «ne peut en aucun cas être un élément de substitution à d'autres bulletins météorologiques à l'instar de la carte de vigilance ou le bulletin météorologique spécial (BMS)». Dans ce sens, et pour la prévision quotidienne ou de moyenne échéance (1 à 3 jours), le CCN avait mis

l'accent sur l'«impératif de suivre les bulletins de prévision météorologique et d'alertes ainsi que la carte de vigilance émanant des services de Météo Algérie». Les prévisions élaborées dans ce bulletin «sont déterminées sur la base des conditions atmosphériques et océaniques du mois de mai 2019.

La situation «Normale» signifie la condition qui se trouve proche de la moyenne statistique prise comme référence climatologique et appelée communément «Normale Climatologique», précise-t-on.

Juillet 2019, le mois le plus chaud jamais mesuré à l'échelle planétaire

Des températures records ont été enregistrées à travers le monde, à l'instar de celle enre-

gistrée dans la localité de Mitribah au Koweït, le 21 juillet dernier, où le mercure a atteint les 53,9 C, a relevé l'Organisation météorologique mondiale (OMM), précisant que cette température est désormais considérée comme «la plus élevée jamais enregistrée sur le continent asiatique». «On voit clairement que le continent asiatique commence à se réchauffer très rapidement», a expliqué Omar Baddour, chef de division du Programme mondial des données climatologiques à l'OMM, ajoutant que ce phénomène «dénote de la tendance au réchauffement global». Le mois de juillet 2019 a été le mois le plus chaud «jamais mesuré» dans le monde, juste au-dessus du mois de juillet 2016, a noté pour sa part le service européen Copernicus sur le changement climatique. La Terre devrait

connaître, entre 2015 et 2019, ses cinq années les plus chaudes jamais enregistrées, avait préconisé l'OMM, soulignant que de nombreuses régions d'Europe «connaissent la première vague de chaleur de l'année en raison des masses d'air chaud en provenance d'Afrique, établissant de nouveaux records de température de jour et de nuit pour juin».

Des records de température ont été battus dans plusieurs pays d'Europe lors d'une vague de chaleur intense avec des pics qui ont atteint les 42,6 C à Paris et à Lingen en Allemagne, 41,8 C à Begijnendijk dans le nord de la Belgique et 40,4 C dans le sud des Pays-Bas. Des températures exceptionnelles ont été également enregistrées au Royaume-Uni avec 38,7 C au Jardin botanique de l'Université de Cambridge. **W. B.**

Tizi Ouzou

Les habitants d'Abizar réclament l'eau du barrage Taksebt

Les habitants du village Abizar dans la commune de Timizart (27 km au nord-est de Tizi Ouzou) ont procédé hier à la fermeture des vannes du réservoir d'eau potable situé sur le réseau de transfert des eaux du barrage Taksebt vers la partie Nord de la wilaya pour réclamer leur alimentation, eux aussi, à partir du même

réservoir. Les protestataires estiment que la seule solution pour le règlement définitif de la pénurie d'eau potable qu'ils endurent depuis le début de cet été, demeure le raccordement de leur village à cette importante conduite. La réaction de la commune ne s'est pas fait attendre, faisant savoir que les services de la

Direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya ont lancé un appel d'offres pour la réalisation de ce raccordement depuis quelques jours. Pour les habitants de l'un des plus grands villages de Kabylie avec 18 000 habitants, leur attente est longue et leur été a été perturbé en matière d'alimentation en eau potable. De son côté, la

direction locale de l'Algérienne des Eaux a réagi par la voix de son premier responsable, Amar Barzouk, qui a mis en avant les coupures récurrentes d'électricité pour justifier les perturbations dans l'alimentation en eau potable de plusieurs localités de la wilaya de Tizi Ouzou cet été. **Hamid M.**

Arabie saoudite

De fortes averses enregistrées à Mina

Des pluies orageuses accompagnées de vents très forts, annoncées auparavant par les services météo saoudiens, ont été enregistrées, lundi après-midi, à Mina. Dans une déclaration, le chef de la délégation de la Protection civile à la Mission

algérienne du Hadj, Brahimi Belkacem, a affirmé que ses équipes «maîtrisent la situation», appelant les hadjis à garder leur calme. «Aucune perte n'est à déplorer dans les rangs des hadjis algériens», a-t-il assuré, soulignant que ces précipitations

avaient coïncidé avec la sortie des groupes de hadjis pour accomplir le rite de lapidation de Satan à l'aide de cailloux (Djamarat al-Aqaba), au premier jour d'El Tachrik (11 Dhou el Hidja). A cet effet, des hadjis et membres de la Mission du Hadj

ont inspecté les tentes à Mina, dont plusieurs ont été submergées d'eau, sans toutefois enregistrer de pertes, selon des informations préliminaires. Pour sa part, le chef du centre de La Mecque, Mohamed Cheikh, a affirmé qu'«aucune perte n'était à

déplorer, suite à ces intempéries». Mais les hadjis dont les tentes ont été affectées par les pluies ont demandé à être hébergés à La Mecque, après l'accomplissement du rite de lapidation à Mina. **Radia T.**

Changes

L'euro baisse face au dollar dans un marché incertain

■ L'euro baissait face au dollar hier, dans un marché qui restait prudent face aux nombreuses incertitudes politiques et économiques. Vers 08h45 GMT (09h45 à Alger), l'euro perdait 0,19% face au billet vert à 1,1192 dollar.

Par Salem K. / APS

Plusieurs sujets de préoccupation occupaient les marchés hier, parmi lesquels le Brexit, l'incertitude politique en Italie ou la dégringolade des marchés argentins, sans qu'un seul ne parvienne à s'imposer. Néanmoins, «*compte tenu de tous les risques, il ne sera plus possible d'empêcher les banques centrales de se précipiter pour baisser leurs taux*», a souligné Neil Wilson, analyste pour Markets.com. «*Cela devrait accentuer la demande pour les valeurs refuges que nous avons récemment observée, ce qui devrait être bénéfique à l'or, au yen et au franc suisse*», a-t-il ajouté. La devise japonaise est en effet montée lundi à des niveaux plus vus depuis avril 2017 face à l'euro et depuis janvier 2019 face au dollar. Vers 12h30 GMT, «*l'attention du marché se tournera vers*

les chiffres sur l'inflation américaine», a estimé Fritz Louw, analyste pour MUFG, qui n'exclut pas «*un coup de pouce*» pour le dollar en cas de hausse des prix plus importante que prévu. L'inflation est une donnée essentielle pour la politique monétaire et lorsque les prix grimpent, la banque centrale peut être tentée d'augmenter ses taux d'intérêt, rendant le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes, afin de juguler la hausse des prix. Au vu des nombreuses incertitudes géopolitiques et économiques, la Réserve fédérale américaine a néanmoins plutôt ouvert la voie à d'autres baisses des taux, après celle effectuée il y a deux semaines.

S. K./APS



Céréales

Baisse des cours du blé et du maïs européens après un rapport américain

Les cours du blé et du maïs européens reculaient hier en milieu de journée sur le marché Euronext, après que le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a revu à la hausse la production de ces céréales aux Etats-Unis. A la hausse de la production américaine de maïs, désormais estimée à 353,09 millions de tonnes (Mt), vient s'ajouter une meilleure récolte en Ukraine annoncée à 36,5 Mt par l'USDA. En Europe, «*c'est sur-*

tout la révision à la hausse des importations (+1 Mt à 21 Mt sur la campagne 2019/2020) qui a retenu l'attention. Bien qu'en baisse par rapport à la campagne 2018/2019 et même si les volumes vers l'alimentation animale pourraient progresser en fonction de l'écart de prix entre le maïs et les autres céréales, le volume de stock de fin de campagne pourrait augmenter en Europe, pesant ainsi sur les prix», indique le cabinet Agritel dans

une note. Concernant le blé, l'USDA s'attend aux Etats-Unis à une production plus importante qu'estimé le mois dernier, à 53,9 Mt. Et malgré une hausse de l'utilisation intérieure et des exportations, le ministère anticipe un stock croissant à la fin de la saison. En conséquence, sur Euronext les cours «*reviennent se négocier sur les plus bas niveaux depuis mai dernier sur l'échéance décembre 2020*», souligne Agritel. Vers 10h00

GMT, sur le marché à terme Euronext, la tonne de blé perdait 0,75 euro sur l'échéance de septembre, à 166,50 euros, comme sur celle de décembre, à 171,75 euros, pour près de 25 000 lots échangés. A la même heure, la tonne de maïs chutait de 3 euros à 167 euros pour le contrat de novembre, et abandonnait 2,75 euros sur le contrat de janvier, à 171 euros, pour environ 480 lots échangés.

Mahi O.

Allemagne

Le moral des investisseurs au plus bas depuis 8 ans

Le moral des investisseurs allemands s'est effondré en août, à -44,1 points, pour retomber à son plus bas en huit ans, sur fond de craintes d'un coup de froid économique global, selon le baromètre de l'institut ZEW publié hier. Cet indicateur particulièrement instable a reculé de 19,6 points sur un mois, quand les analystes interrogés par Factsset misaient sur un recul de 3,5 points, retrouvant son niveau de décembre 2011. «*La nouvelle escalade dans le différend commercial entre les Etats-Unis et Chine, le risque associé de la course à la dévaluation des monnaies et la probabilité en*

hausse d'un Brexit frappent une croissance économique (allemande) déjà affaiblie», a commenté Achim Wambach, président du ZEW, cité dans un communiqué. Dans ce contexte, «*les exportations allemandes et la production industrielle devraient continuer à se détériorer*», ajoute-t-il. Le recul est encore spectaculaire pour la zone Euro, avec une chute de 23,3 points pour atterrir à -43,6 points, tiré vers le bas par l'Italie, tandis que le Royaume-Uni dégringole aussi. L'appréciation de la situation conjoncturelle allemande s'est elle aussi nettement dégradée, de 12,4 points, près de trois fois

plus qu'attendu par Factsset et pour parvenir à -13,5, point. Le constat est le même pour la zone euro. La production industrielle allemande a reculé de 1,5% en juin, davantage qu'attendu, sur fond de tensions commerciales et d'incertitudes dans l'automobile, en déphasage avec les commandes industrielles qui ont elle nettement rebondi de 2,5% sur le même mois. Le PIB de la première économie européenne devrait avoir au mieux stagné, si ce n'est reculé au deuxième trimestre de l'année, selon les attentes des observateurs avant la publication aujourd'hui de la première estimation de l'agréat.

Les économistes sont également pessimistes pour le troisième trimestre en cours, signifiant que l'Allemagne pourrait se retrouver dans une récession technique, en affichant deux trimestres d'affilée en recul. Les économistes sont également pessimistes pour le troisième trimestre en cours, signifiant que l'Allemagne pourrait se retrouver dans une récession technique, en affichant deux trimestres d'affilée en recul. Le gouvernement allemand en reste pour l'heure à une hausse du produit intérieur brut de 0,5% en 2019, selon sa prévision datant d'avril.

A. Y.

Espagne

L'inflation revue à la baisse à 0,6% pour juillet

L'inflation en Espagne s'est établie à 0,6% sur un an en juillet contre 0,7% initialement estimés, restant ainsi stable par rapport au mois de juin, selon les données définitives publiées hier par l'Institut national de la statistique (INE). Les deux facteurs qui ont eu le plus d'influence sont le prix des carburants, qui a augmenté alors qu'il avait baissé en

juillet 2018, et celui des fruits, qui a moins reculé que l'an dernier à la même époque, explique l'INE. En juillet 2018, l'indice des prix à la consommation harmonisé, utilisé pour comparer l'inflation en Europe, avait atteint 2,2% sur un an. Le premier trimestre 2019 avait été marqué par une accélération de l'inflation en Espagne, quatrième écono-

mie de la zone euro, avant qu'elle commence à ralentir en mai. La Banque centrale européenne (BCE) vise à maintenir un niveau d'inflation légèrement inférieur à 2%. Dans l'ensemble de la zone euro, en juillet, l'inflation a ralenti à 1,1% en juillet, contre 1,3% en juin, selon les dernières données publiées par Eurostat.

Agences

Canada L'économie a perdu plus de 70 000 emplois dans le secteur privé

L'ÉCONOMIE canadienne a perdu plus de 70 000 emplois dans le secteur privé alors que le taux de chômage a grimpé pour la première fois cette année à 5,7%, selon les données de Statistique Canada. Au volet de la création d'emplois, le pays a connu un trimestre peu favorable, indique l'agence gouvernementale dans un communiqué, relevant que jusqu'à la pause printanière, le pays nord-américain avait enregistré une belle progression de l'emploi mensuel. En tout cas, même après avoir sensiblement augmenté, le chômage reste près des niveaux les plus bas historiques, sachant que son taux est passé de 5,5% en juin à 5,7% le mois dernier. Dans la catégorie des plus jeunes, Statistique Canada a fait état de la perte d'environ 19 000 postes, une évolution à l'origine de l'augmentation du taux de chômage de 0,7 point de pourcentage parmi cette frange sociale. A l'approche des législatives d'octobre, le gouvernement du Premier ministre Justin Trudeau s'est félicité de la création d'un million de nouveaux emplois depuis 2015 avec un taux de chômage historiquement bas.

R. E.

Fête de l'Aïd à Béjaïa

Manque d'eau et chutes de tension par endroits

■ La majorité des Béjaouis ont accompli le rite très tôt, soit juste après la prière de l'Aïd, pour se prémunir de la chaleur caniculaire qui sévit dans toute la région, accentuée par les nombreuses feux de forêt enregistrés dans la vallée de la Soummam où les incendies sont visibles de nuit sur les montagnes et les reliefs situés sur les deux rives.

Par Hocine Cherfa

Aussi, il faut noter que l'Aïd a été marqué par un manque d'eau dans certaines régions de la wilaya, notamment à l'est, à Kherrata où certains quartiers et villages n'ont pas été alimentés ou très peu, selon des échos. A Tazmalt, certains quartiers comme Tiouririne n'ont pas été alimentés depuis la veille de l'Aïd. L'eau a enfin coulé le soir du premier jour de l'Aïd ce qui a irrité les habitants qui dénoncent la mauvaise gestion de cette denrée rare. Des coupures d'électricité et des chutes de tension ont été enregistrées aussi hier après-midi dans cette ville, notamment à Barbacha. Certains commerçants ont vu leurs matériels et appareils électriques cramés. Les moyens de transport étaient disponibles surtout durant le deuxième premier. A Akbou, le syndicat des transporteurs a appelé par la voix de son secrétaire, Kamel Ichaâlalen, ses adhérents à ne pas interrompre le service afin de permettre aux citoyens d'effectuer leurs visites familiales dans de bonnes conditions. Dans la ville de Béjaïa, des citoyens se sont plaints de l'accumulation d'ordures dans certains quartiers. L'APC a déposé



PH. A. D. R.

30 camions à ordures dans la décharge de l'Edimco. Les commerces réquisitionnés pour assurer la permanence durant

les quatre jours, dont les deux jours de l'Aïd, ont globalement ouvert, surtout durant le deuxième jour de l'Aïd. On note un

manque sensible de l'activité commerciale durant la matinée du premier jour de fête. La direction du commerce assure avoir

réquisitionné 1 080 commerçants durant quatre jours et menace de sanctionner tout manquement à cette instruction. Les commerçants sont exposés, en cas de non-respect des directives émises à l'occasion de la fête de l'Aïd, à des amendes variant entre 30 000 et 200 000 DA et à des sanctions s'ils venaient à fermer ou à partir en congé sans autorisation durant une semaine après la fête de l'Aïd El Adha. Il s'agit, dit-on, de réduire la spéculation et assurer l'approvisionnement des citoyens en denrées alimentaires. En somme, la fête de l'Aïd El-Adha a été célébrée dans une ambiance bon enfant. La canicule n'a pas empêché les Béjaouis de manière générale de fêter comme il se doit cette importante fête musulmane et d'accomplir le rite du sacrifice.

H. C.

Souk Ahras

Réception de plus de 12 établissements éducatifs dès la prochaine rentrée

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Souk Ahras sera renforcé, au cours de la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, par la réception et mise en service de plus de 12 nouveaux établissements scolaires, tous cycles confondus, dans le but de réduire la surcharge dans les classes et d'améliorer les conditions de scolarisation, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'éducation. Il s'agit de deux nouveaux lycées, l'un au Plan d'occupation de sol (POS) n° 9 au chef-lieu de wilaya, l'autre à M'daarouch, a précisé la même source, ajoutant que quatre col-

lèges d'enseignement moyen (CEM) dont deux au POS n° 10, où des familles ont été relogées récemment. Deux autres CEM seront également réceptionnés dans les communes de Sedrata et Oued Kebarit, ainsi que six groupes scolaires, dont trois à Souk Ahras, trois respectivement à Taoura, Henancha et Mrahna. En outre, cinq annexes seront mises en service dans le cycle moyen dans la région de Karia (commune d'Ouled Idriss), Ouled Abbas (Sidi Fradj), Lefouidh (Ouled Moumen), Boukench à Ouillen et Bir Hadj Tayeb à Oum Laadayem. La même source a

ajouté que deux demi-pensions seront réceptionnées pour la prochaine rentrée scolaire, ainsi qu'un stade matico et des terrains de jeux dans les communes d'Ouled Moumen et Ouillen et le groupe urbain Bir Hadj Tayeb à Oum Laadayem. Parallèlement, 14 unités de dépistage et de suivi (UDS) devront renforcer la santé scolaire qui sera dotée de cinq fauteuils dentaires, dans le cadre du financement du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Les responsables de la direction de wilaya de la santé ont indiqué qu'une large opération de réhabilitation

de 70 écoles primaires, réparties sur toutes les communes de Souk Ahras, a été lancée «récemment» et a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 150 millions DA du Fonds de garantie et de solidarité pour les collectivités locales. Parallèlement, la même source a indiqué qu'une enveloppe financière de 58 millions DA a été allouée pour la réalisation du réseau de chauffage central dans toutes les écoles primaires des 26 communes de cette wilaya frontalière.

Nassima A./APS

El Oued

Programme de permanence respecté

Le programme de permanence des commerces pour la fête de l'Aïd El Adha a été largement respecté par les commerçants réquisitionnés dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris hier auprès des responsables de la direction du Commerce (DC). Il s'agit des commerçants exerçant diverses activités, dont les boulangeries, les magasins d'alimentation générale, distributeurs de lait et ses dérivés, en plus du secteur des prestations pharmaceutiques et stations de carburant, a indiqué le directeur local du commerce par intérim, Kamel Baci. «Ce large suivi de la permanence de l'Aïd El Adha reflète l'esprit

de responsabilité des commerçants envers le consommateur à assurer la disponibilité des produits de large consommation durant les deux jours de cette fête religieuse», a-t-il souligné, estimant que c'est dû également à l'efficacité des actions de sensibilisation des commerçants menées par les services de la direction du commerce en vue de satisfaire les besoins des consommateurs. Approchés par l'APS de nombreux citoyens rencontrés dans des espaces commerciaux ont exprimé leur «satisfaction» quant au respect du programme de permanence durant cette fête religieuse. Parmi ces consommateurs, le

jeune L. Zine El Abidine, qui a déclaré avoir acheté du pain, un produit alimentaire de large consommation, «sans les tracas des files d'attente». Son ami G. Mahdi a salué de son côté le respect du programme des permanences, notamment par les pharmacies, indiquant s'être fourni en médicaments auprès d'une pharmacie à proximité de chez lui. D'intenses campagnes de sensibilisations ont été menées auparavant par les services de la direction du commerce de la wilaya pour inciter les commerçants à respecter la permanence de l'Aïd El Adha.

Samy Y.

Ouargla Plus de 178 km de nouvelles lignes électriques pour le renforcement du réseau

UN LINÉAIRE de plus de 178 km de nouvelles lignes électriques a été réalisé, au titre du programme quinquennal de développement 2010/2014, pour le renforcement du réseau électrique de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris de la Direction locale de l'énergie (DE). Ce programme de développement, dont l'exécution se poursuit, a donné lieu à la réalisation de 3 820 branchements à travers le territoire de la wilaya, et a permis l'installation de 120 nouveaux transformateurs électriques à travers différents points de la wilaya. La wilaya de Ouargla a réalisé ces dernières années un bond en termes de raccordement au réseau électrique, atteignant ainsi un taux de couverture de 98%, selon la même source. Elle compte actuellement 150 250 abonnés au réseau électrique et dispose de 120 lignes de départs électriques de moyenne tension ainsi que 4 955 transformateurs électriques de moyenne et basse tension. La wilaya compte également huit centrales électriques, d'une capacité de production globale de 2 055,18 mégawatts, réalisées à travers les zones de Hassi-Messaoud, El-Borma, Hassi-Berkine, Ouargla et El-Hedjira, a-t-on fait savoir. Cette dernière, opérationnelle depuis deux ans, assure une production électrique de 30 mégawatts à partir de l'énergie solaire.

R. R.

Zones occupées du Sahara occidental

Des organisations cubaines condamnent la répression marocaine

■ L'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP) et l'Association cubaine des Nations unies, organisations de la société civile, ont condamné la répression marocaine dans les zones occupées du Sahara occidental, appelant la communauté internationale à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et de vivre en paix sur son territoire.

Par Sara B.

S'exprimant après la violente répression marocaine déclenchée contre la population sahraouie de Laâyoune occupée, l'Institut cubain d'amitié avec les peuples a affirmé que la violence contre cette ville doit «cesser immédiatement», soulignant que la communauté internationale ne devrait pas «tolérer ces actions contre des civils sahraouis qui revendiquent uniquement leurs droits», a indiqué l'agence SPS. Le Maroc est accusé d'avoir créé une atmosphère d'oppression et d'horreur au Sahara occidental, après l'assassinat en marge de la célébration pacifique de la victoire de l'équipe algérienne de football en finale de la CAN face au Sénégal (1-0), d'une jeune sahraouie, Sabah Othman Omeida, tuée par les forces de répression marocaines dans la ville de Laâyoune occupée alors que plusieurs autres Sahraouis ont été blessés. La jeune fille, Sabah Othman, 23 ans, a subi un accident mortel intentionnel par la police marocaine qui a foncé sur la foule à pleine vitesse, selon des sources médiatiques sahraouies sur place. Dénonçant les violences exercées par la police marocaine dans les territoires sahraouis occupés, l'Institut cubain d'amitié avec les peuples a exprimé ses regrets suite au décès de la jeune fille sahraouie. «Conformément aux principes de la politique étrangère de la révolution cubaine, nous appelons de nos vœux la recherche d'une solution définitive à la question du Sahara occidental, qui permettrait au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination

et de vivre en paix sur son territoire», a ajouté l'ICAP. Réitérant son soutien aux efforts déployés par les organismes internationaux pour trouver une solution définitive de la cause sahraouie, l'Institut cubain a précisé qu'il est «impératif» que la communauté internationale s'engage à mettre en œuvre toutes les résolutions et décisions adoptées par l'ONU pour la résolution de ce conflit.

Appels à l'organisation d'un référendum d'autodétermination

De son côté, l'Association cubaine des Nations unies a réaffirmé dans un communiqué, cité lundi par l'agence SPS, son soutien à la juste lutte du peuple sahraoui. Faisant partie des organisations de la société civile cubaine dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies (Ecosoc), l'Association cubaine défend les principes de la Charte des Nations unies et les justes causes des peuples. Dans ce contexte, l'ONG cubaine a condamné «les politiques discriminatoires appliquées par le régime marocain dans les territoires occupés du Sahara occidental». «Les conditions précaires et difficiles dans lesquelles vivent des milliers de citoyens sahraouis dans des camps de réfugiés, où la pénurie d'eau, de nourriture, de médicaments et une défense insuffisante contre les catastrophes naturelles les rendent extrêmement vulnérables aux épidémies et aux maladies, notamment parmi la population enfantine», a également déploré l'Association



PH. > D. R.

cubaine. Réitérant son soutien au droit du peuple sahraoui de décider de son destin dans des conditions qui garantissent la paix, la liberté, le bien-être social, économique et culturel, l'Association a précisé toutefois que «ces objectifs attendus n'ont pas encore été atteints».

A cet effet, elle a appelé à la réalisation d'un référendum comme convenu par l'ONU permettant au peuple sahraoui de décider de lui-même. Dans son

message de soutien au peuple sahraoui, l'Association de la société civile cubaine a appelé la communauté internationale à se conformer aux dispositions des organes de l'ONU et aux normes du droit international, en particulier la résolution 1514 concernant la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. «Le peuple sahraoui a le droit de décider de son avenir et de vivre dans des conditions qui garantissent la

paix, la liberté et son bien-être social, économique et culturel», a rappelé, en outre, l'ONG cubaine.

«La question du Sahara occidental doit rester l'un des objectifs fondamentaux des ordres du jour des travaux de l'Assemblée générale, principalement au sein de son Comité spécial sur la décolonisation et du Conseil de sécurité des Nations unies», a-t-elle encore souligné.

S. B./APS

Trêve en Libye

Réouverture de l'aéroport de Mitiga

Les vols ont repris à l'aéroport de Mitiga, le seul fonctionnel de la capitale libyenne, après une suspension due à des tirs en violation d'une trêve entre les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar et les forces du gouvernement d'union libyen (GNA) à Tripoli, a-t-on indiqué de source aéroportuaire. La reprise a été favorisée par un calme relatif autour de Tripoli. Les vols ont pu ainsi reprendre dans la nuit de dimanche à lundi, selon cette source. «Réouverture de l'aéroport international de Mitiga après les opérations de maintenance et de nettoyage (...) et les compagnies peuvent rétablir leurs vols», a indiqué la direction de Mitiga sur sa page Facebook. Mitiga se trouve dans la zone contrôlée par

le gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU et basé à Tripoli. Il a été la cible de tirs dimanche, premier jour de l'Aïd al-Adha, selon la direction de l'aéroport. Haftar a lancé le 4 avril une offensive pour conquérir Tripoli, siège du GNA, reconnu par la communauté internationale. Après plus de quatre mois d'affrontements meurtriers, ses forces stagnent aux abords de la capitale, freinées par les forces loyales au GNA. Les belligérants se sont mutuellement accusés d'avoir violé la trêve réclamée par l'ONU durant l'Aïd al-Adha célébrée du dimanche à mardi en Libye. Le GNA avait dit «accepter une trêve humanitaire» pour cette fête. Les forces pro-Haftar avaient également annoncé souscrire à la

trêve, annonçant «l'arrêt de toutes les opérations militaires dans la banlieue de Tripoli de samedi à lundi». Dans un communiqué commun publié dimanche, les Emirats arabes unis, les Etats-Unis, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont appelé au respect de la trêve et exhorté les belligérants à «cesser effectivement les hostilités sur l'ensemble du territoire libyen».

Madrid condamne fermement l'attentat perpétré à Benghazi

L'Espagne a condamné fermement lundi l'attentat à la voiture piégée perpétré samedi dernier à Benghazi en Libye, ayant coûté la vie à cinq personnes,

dont des membres du personnel de la Mission de soutien des Nations unies, ont rapporté des médias locaux. «L'Espagne appuie fermement les efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, dans la recherche d'une solution politique à la crise en Libye et réitère son soutien à sa proposition de trêve humanitaire, de cessez-le-feu et de réactivation du dialogue politique», ont ajouté les mêmes sources, citant un communiqué du ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération. Madrid a apporté son «plein appui au peuple et aux autorités légitimes de la Libye dans leurs efforts visant à lutter

contre le terrorisme et à rétablir la paix et la sécurité», appelant les autorités libyennes à retrouver les auteurs de cet acte «lâche» et «odieux» et de les traduire en justice, a poursuivi la même source. Le gouvernement espagnol a exprimé ses sincères condoléances aux familles des victimes, ainsi qu'à l'Organisation des Nations unies et à sa Mission de soutien en Libye, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés. Cette attentat à la voiture piégée intervient alors que les parties en conflit en Libye venaient de donner leur accord sur le principe d'une trêve pendant les festivités de l'Aïd Al-Adha, à laquelle avait appelé la Mission de soutien des Nations unies en Libye. Farid M./R. M.



Venezuela

Le camp Maduro envisage des législatives anticipées

■ L'Assemblée constituante du Venezuela, acquise au président socialiste Nicolas Maduro, a annoncé lundi qu'elle envisageait de convoquer des élections législatives anticipées afin de renouveler le Parlement, seule institution contrôlée par l'opposition.

Par Rosa C.

«**J**e vais proposer une commission (...) pour évaluer conformément à la loi, à la Constitution et à la situation politique de notre pays, avec des consultations de tous les organismes, du peuple, de la rue, quand sera le meilleur moment de procéder à ces élections», a déclaré le président de l'Assemblée constituante (ANC), Diosdado Cabello, lors d'une séance. «S'il résulte de cette consultation que ce doit être le 1^{er} janvier [2020], nous organiserons ces élections de

l'Assemblée nationale le 1^{er} janvier. S'il s'avère que ces élections doivent être effectuées cette année (...), elles se feront comme le dit la consultation», a déclaré le numéro deux du régime chaviste, qui espère donner «cette information au pays dans les prochains jours». Les élections pour renouveler l'Assemblée nationale, présidée par l'opposant Juan Guaido, sont initialement prévues pour 2020. L'opposition a remporté la majorité au Parlement en décembre 2015 pour une période de cinq ans, mais peu après son entrée en fonctions, la Cour suprême de justice (TSJ), une

institution réputée proche du gouvernement de Nicolas Maduro, a frappé de nullité ses travaux. La Constituante, dotée des pleins pouvoirs, avait été élue en juillet 2017 lors d'un scrutin contesté afin de contourner le Parlement dominé par l'opposition, après des mois de manifestations anti-Maduro qui avaient fait 125 morts. Son mandat, prolongé en mai jusqu'à fin 2020, comprenait la rédaction d'une nouvelle Constitution d'ici août 2019, mais aucun projet n'a été rendu public jusqu'à présent. Juan Guaido, reconnu président du Venezuela par une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, a réagi sur Twitter : «La dictature est devenue prévisible dans le seul outil qui lui reste : la persécution. Hier (dimanche), nous avons averti d'une nouvelle attaque de la dictature. Aujourd'hui, ils poursuivent illégalement quatre nouveaux députés et menacent d'anticiper illégalement les élections parlementaires». «Aucune de ces décisions inconstitutionnelles n'a de validité ou de reconnaissance : personne ne reconnaît la fausse TSJ ou la Constituante frauduleuse ; il ne leur reste que la répression. Ils empêchent toute solution pacifique afin de défendre leurs affaires et leurs intérêts personnels», a-t-il ajouté. La Cour



PH. A. D. R.

suprême (TSJ) a lancé des poursuites lundi contre trois députés pour haute trahison, dans le cadre du soulèvement militaire raté du 30 avril orchestré par M. Guaido. Les députés José Guerra, Tomas Guanipa et Juan Pablo Garcia s'ajoutent ainsi à la douzaine de parlementaires déjà poursuivis. «C'est un moyen de continuer à anéantir l'Assemblée nationale, de l'empêcher de faire son travail et d'avancer dans la politique d'intimidation que le gouvernement applique contre ceux qui pensent différemment», a réagi Tomas Guanipa auprès du site Venepress. La TSJ a transmis l'ouverture des poursuites à la Constituante, qui a

levé l'immunité parlementaire des députés visés afin qu'ils puissent être traduits devant des tribunaux ordinaires. Une vingtaine de députés ont déjà été déchus de leur immunité et ont trouvé refuge dans des bâtiments diplomatiques, à l'étranger ou dans la clandestinité. «Le temps de la défensive est révolu, maintenant place à la contre-attaque révolutionnaire», a lancé Diosdado Cabello lors de la session de l'ANC, également convoquée pour rejeter les sanctions annoncées le 5 août par le président américain Donald Trump, qui avait ordonné un gel total des biens aux États-Unis du gouvernement vénézuélien. R. C.



Commentaire

Place

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis la débâcle de la dernière élection présidentielle française la droite n'en finit plus de se chercher une nouvelle ligne plus à même de séduire ces électeurs qui l'ont désertée pour un vote Macron ou Le Pen. L'expérience de la droitisation à outrance avec Laurent Wauquiez aux manettes aura elle été un nouveau camouflet pour ce parti habitué à diriger la France ou à représenter l'opposition. Aujourd'hui, invisible sur l'échiquier politique, peu sont ceux à proposer une sortie de crise efficace. Néanmoins, à l'occasion de l'élection présidentielle interne du parti, certaines figures émergent et semblent prêtes à essayer une nouvelle fois de ressusciter Les Républicains. Après Christian Jacob, chef des députés à l'Assemblée nationale, les députés Guillaume Larrivé et Julien Aubert ont annoncé à leur tour cette semaine le dépôt officiel de leur candidature à la présidence du parti Les Républicains qui élira son nouveau chef en octobre. Déjà sonné par ses deux défaites consécutives à la présidentielle en 2012 et 2017, LR a touché le fond en mai en ne récoltant que 8,48% des voix lors des élections européennes, poussant son patron Laurent Wauquiez à la démission. Soucieux d'éviter une guerre des chefs, comme celle qui avait opposé Jean-François Copé et François Fillon en 2012, le parti, actuellement dirigé par le président intérimaire Jean Leonetti, a décidé cette fois de «d'isso-cier» l'élection interne de la prochaine présidentielle. Par souci «d'apaisement», les candidats doivent ainsi prendre «l'engagement moral» de ne pas se présenter en 2022. Trois postulants sont sur la ligne de départ après avoir obtenu les 1 311 parrainages de militants nécessaires avant la clôture des candidatures hier à 20 heures. La haute autorité du parti doit ensuite examiner ces candidatures et les valider, avant un scrutin prévu les 12 et 13 octobre et, si besoin, un deuxième tour les 19 et 20 octobre. Christian Jacob, 59 ans, est depuis le début le grand favori face à ses deux concurrents quadragénaires. Les chiffres le confirment puisque le député de Seine-et-Marne a réuni les parrainages d'environ 10 500 militants et 122 parlementaires, dont 65 des 104 députés LR. Hier, le député du Vaucluse, Julien Aubert, 41 ans, ancien condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA, a, lui, annoncé le dépôt de 4 651 parrainages adhérents et 15 parlementaires. Guillaume Larrivé, député de l'Yonne, a de son côté affirmé avoir recueilli «plus de 3 000 parrainages militants» qu'il ira déposer à 14h30 au siège de LR, sans préciser le nombre de soutiens parmi les parlementaires. «Je suis hyper motivé, complètement conscient de la situation, qui est hyper compliquée pour les Républicains et pour les Français», a souligné cet énarque de 42 ans. Soutien de Christian Jacob, le vice-président de la commission d'investiture de LR, Roger Karoutchi, a souhaité le retour d'une certaine «sérénité» pour entamer la «longue phase de reconstruction» d'un parti miné par les divisions et les départs de figures comme Édouard Philippe, Bruno Le Maire, Xavier Bertrand, Alain Juppé ou Valérie Pécresse. Reste à savoir si ces trois candidats réussiront à garder cette campagne civile et ne pas tomber dans les travers de leurs prédécesseurs et à s'entre-déchirer sous les yeux des Français. Mais le plus important débuttera après l'élection du nouveau président LR, car il aura sur les épaules la responsabilité de redonner à son parti sa place sur la scène politique française et surtout à le préparer pour la prochaine élection présidentielle de 2022. F. M.

Kirghizstan

L'ex-président Atambaïev accusé de coup d'État

L'ex-président du Kirghizstan, Almazbek Atambaïev, arrêté la semaine dernière à la suite d'une opération des forces spéciales marquée par des violences, a été accusé hier d'avoir préparé un coup d'État dans ce pays d'Asie centrale déjà secoué par deux révolutions en 2005 et 2010. Après des mois d'un conflit de plus en plus ouvert avec son successeur, celui qui a été de 2011 à 2017 à la tête de cette ancienne république soviétique et qui était jusqu'alors poursuivi pour corruption, a été arrêté le 8 août à l'issue de deux assauts contre sa résidence près de la capitale Bichkek.

Son arrestation qui a notamment mobilisé près de 2 000 policiers, ainsi que le ministre de l'Intérieur en personne, a conduit à la mort d'un membre des forces spéciales et fait une centaine de blessés. «Son intention était (de faire) un coup d'État. Je le dis officiellement», a déclaré hier Orozbek Opoumbaïev, le chef du Service national de sécurité du Kirghizstan (GKNB), au cours d'une conférence de presse à Bichkek. Il a accusé M. Atambaïev, qui avait ignoré trois convocations à des interrogatoires avant son interpellation, d'avoir «provoqué à dessein» les

forces de l'ordre. «Atambaïev avait besoin d'une effusion de sang pour perpétrer un coup d'État», a assuré M. Opoumbaïev.

Le Parquet général a annoncé de son côté que M. Atambaïev était soupçonné de «violences contre des responsables des autorités, d'organisation de troubles de masse et de tentative de meurtre», ainsi que de «trafic d'armes et de munitions». Ces chefs d'accusation sont passibles de peines allant jusqu'à la prison à perpétuité.

Ces enquêtes ont été ouvertes par la justice à l'encontre d'Almazbek Atambaïev après les troubles qui ont accompagné son arrestation. Placé en détention provisoire jusqu'au 26 août, M. Atambaïev s'est initialement vu reprocher l'«acquisition illégale de terres» et la libération, sous sa présidence en 2013, du chef mafieux d'origine tchétchène Aziz Batoukaïev. Pour sa part, M. Atambaïev a qualifié ces accusations de «absurdes» et estimé être victime d'un conflit personnel avec son successeur et rival, l'actuel président Sooronbaï Jeenbekov. A la fin de son mandat, Almazbek Atambaïev avait réussi au prix de manœuvres politiques à imposer la candida-

ture de Sooronbaï Jeenbekov, qui était alors son poulain, mais les relations s'étaient rapidement dégradées entre les deux hommes.

Leur conflit personnel fait désormais craindre de graves troubles dans ce pays en proie à de fréquentes tensions ethniques. Almazbek Atambaïev s'est rendu le 8 août aux forces de l'ordre, qui assiégeaient depuis deux jours sa résidence dans le village de Koi-Tach, près de Bichkek, où s'étaient rassemblés jusqu'à un millier de ses partisans. Un premier raid des forces spéciales avait tourné à la bataille rangée et fait un mort et des dizaines de blessés. Plusieurs membres des forces de l'ordre avaient également été pris en otages par les partisans de M. Atambaïev, avant d'être relâchés. Après l'annonce de son arrestation, des centaines de manifestants protestant contre cette mesure s'étaient réunis près du palais présidentiel, théâtre des révolutions de 2005 et 2010, avant d'être dispersés par la police.

Almazbek Atambaïev, 62 ans, a été inculpé fin juin de corruption par la justice et son immunité en tant qu'ancien chef de l'État a été levée par les députés.

L'exposition «Mosaïque d'été ou l'œuvre qui parle»

Un hommage rendu au plasticien Mohamed Nedjar

■ Le Palais des Rais Bastion 23 rend hommage au grand plasticien Mohamed Nedjar à travers une exposition collective intitulée «Mosaïque d'été ou l'œuvre qui parle». Cette exposition, qui réunit les œuvres d'une vingtaine d'artistes, s'est ouverte le 8 août dernier et se poursuit jusqu'au dernier jour du même mois.



Par Abia Selles

Une palette d'œuvres picturales aux différentes techniques est ouverte depuis le huit août au Palais des Rais Bastion 23. Il s'agit d'une exposition col-

lective organisée en hommage au grand plasticien Mohamed Nedjar et qui se poursuivra jusqu'au 31 du mois d'août courant. Ce sont les œuvres d'une vingtaine d'artistes de renom, à l'image de Tahar Boukeroui, Noureddine Hamouche, Ali

Kerbouche, Abderrezak Mezouane et autres qui sont exposées au public. Il s'agit d'«une exposition qui veut laisser des traces à tout prix. Nous rapsent que l'art est l'autre versant de l'humanité, c'est l'ensemble des créations humaines qui

expriment une vision sensible du monde», comme il est écrit par l'artiste Tahar Boukeroui dans le texte de présentation de l'événement.

En effet, des œuvres de différentes dimensions abordant des thèmes variés sont proposées au public. Ce dernier, peu présent en cette période estivale, représente des passionnés d'art, des artistes en herbe ou encore des passagers curieux. «C'est important de mettre la lumière sur les artistes ayant contribué à l'évolution de l'art et la culture de notre pays. Je salue vivement le choix de Mohamed Nedjar car c'est un "vrai" artiste», a dit un passionné d'art rencontré sur place.

Pour ceux qui ne le connaissent pas, Mohamed Nedjar est un ancien élève de la Société des beaux-arts d'Alger. Sa première exposition remonte à 1970 et, depuis, cela fait près de cinquante ans, il participe régulièrement à des expositions individuelles ou collectives. Son style en perpétuelle évolution s'inspire de plusieurs écoles, notamment le figuratif et le semi-abstrait ainsi que l'expressionnisme. Il maîtrise plusieurs techniques sur différents supports, que ce soit l'aquarelle, la peinture à l'huile que la technique de la peinture au couteau qui apporte des reliefs à ses œuvres les plus récentes. Ses sujets de prédilection sont souvent La Casbah, les

paysages marins, la femme et l'Algérie tout simplement.

Il est à rappeler que «Mosaïque d'été» est un événement qu'organise presque chaque année le Palais des Rais Bastion 23. Le but majeur de cette manifestation artistique est de participer dans la création d'une dynamique culturelle à Alger. C'est aussi une manière de mettre la lumière sur le parcours des artistes algériens afin de les protéger de l'oubli. «Mosaïque d'été» est aussi une occasion pour mettre en valeur la richesse culturelle et artistique de notre pays. «Mosaïque rassemble un bouquet de créateurs artistiques si varié, si riche et plein de talents et sensibilités. Un ensemble d'œuvres artistiques qui nous invitent à les découvrir, les contempler un moment, afin, peut-être, de percer leurs esprits, décrypter le message et apprécier leurs beautés». C'est ainsi que les organisateurs décrivent cet événement sur les réseaux sociaux.

A. S.

AGEND'ART

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 18 août :

Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmajid Guemroud.

Hôtel Méridien d'Oran

Samedi 17 août à 22h : Concert de Lila Borsali et du musicien Mohamed Rouane.

Samedi 24 août à 22h :

Concert de Manal Gherbi.

Stade du 20-Août (Alger)

Le 22 août :

L'Onda organise un concert de Soolking.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)

Mercredi 21 août à partir de 21h :

Concert musical animé par le chanteur Djam.

Esplanade du port d'Azeffoun (Tizi-Ouzou)

Vendredi 23 août à 20h : Concert de Mohamed Allaoua. Billets disponibles à partir du 20 août au port d'Azeffoun. Prix : 500 DA.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El-feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Décès

La Côte d'Ivoire pleure DJ Arafat

Sous le choc, des personnalités ivoiriennes et des fans, en nombre dans les rues d'Abidjan, ont rendu hommage au chanteur, tué dans un accident de moto. «DJ n'est pas mort, DJ ne peut pas mourir, il est trop jeune pour mourir, un guerrier ça meurt au combat, pas sur une moto, ce sont des bêtises», crie Moustafa Koné à l'oreille de son ami Olivier Bony, inconsolable. Postés devant la polyclinique des Deux-Plateaux, à Cocody (Côte d'Ivoire), où la star ivoirienne de 33 ans est morte. Les deux jeunes fans ne veulent

pas croire à la mort de leur idole et scrutent la moindre information dans la rue et sur les réseaux sociaux.

La triste nouvelle a pourtant bel et bien été officialisée par Maurice Bandaman, le ministre de la culture en personne, sur la RTI, la chaîne nationale ivoirienne, et sur son compte Twitter en début d'après-midi. Il y «présente ses condoléances à la famille et aux mélomanes» et annonce que des dispositions seront prises pour «un hommage à l'artiste». DJ Arafat, de son vrai nom Ange Didier Huon, a succombé à

ses blessures après un accident de la route, alors qu'il roulait à moto, dans la nuit de dimanche à lundi, à Abidjan. Le chanteur aurait percuté la voiture d'un journaliste de Radio Côte d'Ivoire avant de s'effondrer, inanimé. Hier soir déjà, de nombreuses pages Facebook commentaient l'accident décrit par certains comme «inquiétant».

Ironie tragique de l'histoire, DJ Arafat revenait d'un concert de sa tournée musicale, le Moto, Moto Tour, titre d'un de ses tout derniers tubes, afin de récolter

des fonds pour les démunis. Avec plus de 2,3 millions d'abonnés sur sa page Facebook et un nombre tout aussi important de fans dans toute l'Afrique et la diaspora, DJ Arafat était considéré comme l'un des plus grands artistes du continent. «On est tous des Chinois !», criaient ses fans dans d'importants rassemblements spontanés, dans les stades, devant la RTI, sa maison et la polyclinique. Une référence à son immense fan-club, qu'il appelait affectueusement «la Chine».

R. I.

Prévu pour septembre prochain

Julien Clerc en concert à Alger

Le chanteur de variétés françaises, Julien Clerc, sera en concert à Alger en septembre prochain et ce, à l'invitation de l'Institut français de la ville. L'artiste interprète de «Femmes, je vous aime», «Ma préférence à moi» ou encore «Melissa» viendra à la rencontre du public d'Alger, à l'occasion notamment de la «tournée des cinquante ans». Les mélomanes auront

ainsi la chance de revenir sur 50 ans de carrière de Julien Clerc, l'un des chantres de la musique française. Et ce, le 12 septembre à 19h30 à l'Opéra Boualem-Bessaih. Le prix d'accès à l'événement a été fixé à 1 500 DA. Et les tickets seront par ailleurs à acheter au niveau de la billetterie de l'Opéra. La date d'ouverture de celle-ci n'a pas encore été communiquée.

Prévu pour le 21 août

Djam anime un concert à Alger

Alger ouvrira ses portes à un concert de l'artiste «Djam» le mercredi 21 août prochain. L'idole des jeunes, qui ne manque plus de faire l'actualité musicale du moment, proposera certains de ses meilleurs morceaux à son public.

C'est à l'Opéra d'Alger que Djam donnera un concert accompagné de son groupe de musiciens. Pour rappel, l'artiste qui est auteur, compositeur et

interprète, opère dans un genre alternatif qui mêle à la fois rythmes énergiques et textes percutants.

Explorant des thèmes aussi variés que la politique ou les relations humaines, il écrit dans un langage qui parle aisément à la nouvelle génération. Par ailleurs, sa carrière qui ne cesse d'exploser le propulse aussi bien sur les scènes musicales que sur le petit écran.



Cyclisme/Tour de Vetusta 2019 (2^e étape) Yacine Hamza prend la 9^e place

L'ALGÉRIEN Yacine Hamza a terminé à la 9^e place de la deuxième étape du tour cycliste de Vetusta en Espagne, remportée dimanche à Oviedo par l'Espagnol Angel Fuentes qui a parcouru les 143,3 km en 3h13:24. Hamza a été crédité du même chrono que le vainqueur, soit une moyenne horaire de 44,457 km/h. Cette étape a été caractérisée par le bon début de Nassim Saïdi qui a remporté deux points en montagne (GPM) aux km 46,10 et 61,20. Par la

suite, Saïdi a chuté à deux reprises avant de se retirer pour des ennuis mécaniques, selon le chef de la délégation, Abbes Fertous. Au classement général, Islam Mansouri occupe la 4^e place des grimpeurs alors qu'Oussama Cheblouai est 5^e des U23.

La sélection nationale se trouve en stage de préparation depuis quelques jours en Espagne, en prévision des Jeux africains-2019 qui auront lieu au Maroc du 19 au 31 août.

Tennis de table/Challenge Plus (Nigeria) Kessaci sort en 16^{es} de finale

L'ALGÉRIENNE Katia Kessaci a été éliminée par la Luxembourgeoise Sarah De Nutte en 16^{es} de finale du tournoi Challenge Plus Nigeria-2019, remporté par la Russe Yana Noskova. Kessaci, seule Algérienne en course en 16^{es} de finale, s'est inclinée en quatre sets 3-11, 7-11, 8-11, 2-11. La finale du tournoi dames est revenue à la Russe Yana Noskova devant sa compatriote Olina Mikhailova 4-3.

Katia Kessaci avait bien entamé le Challenge Plus Nigeria-2019 de tennis de table, en terminant en tête de son groupe B lors du tour préliminaire. Elle a réussi un succès face à la Nigérienne Oku Vivian 3-2 (5-11, 11-6, 5-11, 11-7 et 11-1) et un autre par forfait devant la Ghanéenne Cécilia Frema (3-0). Pour sa part, sa compatriote Lynda Loghraïbi n'a pas fait long feu puisqu'elle a été éliminée dès le tour préliminaire.

Logée dans le groupe A, la pongiste algérienne a perdu ses deux matchs face aux Nigérianes Ogundele Rashidat 2-3 (8-11, 4-11, 11-5, 11-7, 1-11) et Fatima Kazeem 1-3 (11-5, 5-

11, 8-11, 7-11). Chez les messieurs où l'Algérie était absente, le titre est revenu au Nigérian Aruna Quadri, vainqueur du Brésilien Thiago Monteiro (4-0). Quarante-cinq pongistes dames de neuf pays (Algérie, Nigeria, Ghana, RD Congo, Afrique du Sud, Inde, Egypte, Croatie, Roumanie), sur les 18 annoncés, ont pris part aux joutes internationales de Lagos.

En messieurs, 65 joueurs issus de 12 nations (Bénin, Nigeria, Belgique, RD Congo, Inde, Egypte, Iran, France, Sénégal, Arabie saoudite, Cameroun, Ghana) ont participé à la compétition.

Le Challenge Plus-2019 qui a pris fin samedi soir est l'un des tournois pionniers de la série ITTF Challenge Plus et figure parmi les six Challenges ITTF de 2019, les joueurs se disputant des points pour améliorer leur classement en vue de la qualification olympique Tokyo-2020. En termes de prix, la bourse du tournoi a été portée à 60 000 dollars.

Stade Rennais Ramy Bensebaïni à Mönchengladbach ?

■ Le défenseur rennais et international algérien, Ramy Bensebaïni, se rapproche de plus en plus de la Bundesliga et du club allemand du Borussia Mönchengladbach qui insiste pour l'avoir dans ses rangs, après l'avoir supervisé lors de la dernière CAN disputée en Egypte et remportée par les Verts.



Le défenseur algérien décroche un contrat intéressant en Allemagne

Par Mahfoud M.

Bensebaïni est attendu dans les prochaines heures à Mönchengladbach pour passer sa visite médicale et signer son contrat avec le club allemand, après qu'il ait tout réglé avec les dirigeants de ce club. Le joueur n'a d'ailleurs pas participé à la séance d'entraînement avec son club, ce qui est tout à fait logique pour tout joueur qui est en instance de transfert.

La semaine dernière, en conférence de presse, le président Olivier Létang confiait à propos du latéral gauche : «Il y a des

offres pour Ramy Bensebaïni en provenance d'un club allemand. Nous ne sommes pas loin d'un accord. Après ce sera sa décision».

Il semble donc qu'un terrain d'entente ait été trouvé et que Bensebaïni, capable aussi de régler avec les dirigeants de ce club. C'est une très bonne nouvelle pour ce talentueux défenseur qui a su grimper les échelons depuis qu'il a débuté son aventure professionnelle en Belgique avant d'atterrir en France où il a évolué dans deux clubs, Montpellier et Rennes. Jouer en Allemagne sera, sans aucun doute, une évolution pour

lui, sachant qu'il aura à se frotter à des joueurs d'un tout autre calibre, car le championnat allemand est connu pour être l'un des plus relevés en Europe. Cela sera aussi bénéfique pour la sélection nationale, étant donné qu'il gagnera un capital-expérience et il s'aguerrira plus, ce qui devrait l'aider pour ses matches avec les Verts qui se tourneront maintenant vers un tout autre objectif après avoir remporté le titre continental. Bensebaïni sera le second joueur algérien qui évoluera en Allemagne avec Belfodil qui évolue à Hoffenheim.

M. M.

Ligue 1 (2019-2020)/ Mercato d'été

Recrutement tous azimuts à l'exception du PAC

L'ensemble des pensionnaires de la Ligue 1 de football, à l'exception du Paradou AC, sont restés fidèles à leurs traditions en matière de recrutement pour cette nouvelle saison 2019-2020, dont le coup d'envoi sera donné jeudi, reléguant au second plan la stabilité des effectifs. En dépit de la crise financière aiguë que traverse la majorité des clubs de l'élite, y compris le champion sortant l'USM Alger, le mercato estival, qui a pris fin le 8 août à minuit, était l'occasion pour les différentes formations de se renforcer, même si parfois le recrutement était loin d'être étudié. Depuis le 1^{er} juin dernier, les différents clubs de l'élite ont enclenché une véritable course contre la montre dans l'espoir de dénicher l'oiseau rare, même si, au final, ceux les plus nantis financièrement, à l'image du MC Alger et du CR Belouizdad, ont rafflé la mise, dans un marché basé sur la politique du plus offrant. Le nombre important de transferts traduit l'instabilité qui

continue de régner au sein des équipes algériennes, ce qui pourrait se répercuter plus tard sur leurs résultats techniques. L'exemple le plus édifiant est celui de l'USMA, champion d'Algérie pour la 8^e fois de son histoire. Confronté à un départ massif de ses cadres à l'image de Benguit et Meziane, le club algérois s'est retrouvé contraint d'effectuer un véritable remue-ménage au sein de son effectif. Outre des éléments promus de la réserve, l'USMA a été l'un des clubs les plus actifs au mercato de (8 joueurs recrutés) en engageant, entre autres, Tahar Benkhelifa (Paradou AC) et Hicham Belkaroui (Al-Raed/Arabie saoudite), malgré une situation financière assez difficile après le départ de l'actionnaire majoritaire ETRHB.

Le MCA et le CRB cassent leur tirelire

Le MCA a engagé 13 joueurs, dont le meneur de jeu de l'ES

Sétif Abdelmoumen Djabou, véritable attraction du marché estival. Le «Doyen» s'est passé, en revanche, des services de plusieurs joueurs tels que le Malien Aliou Dieng, cédé aux Egyptiens du Ahly, Zakaria Haddouche (USM Alger), Oussama Tebbi (ES Sétif), Ibrahim Amada (Al-Khour/Qatar) ou encore Islam Arous (Fin de prêt/Paradou AC). Le CR Belouizdad, détenteur de la Coupe d'Algérie et dont le maintien a été réalisé au bout d'une suspense intense, a été très actif cet été. Le directeur général sportif Saïd Allik, connu pour son langage persuasif, a réussi à attirer pas moins de dix nouveaux joueurs dont Larbi Tabti (USM Bel-Abbès), le duo du NA Hussein-Dey Ahmed Gasmi - Gaya Merbah, ou encore Mohamed Ziti (CABB Arréridj). Quant à la JS Kabylie, vice-championne d'Algérie, elle a complètement révolutionné son groupe avec l'arrivée de 11 nouveaux joueurs à l'image de

Taufik Addadi (Olympique Médéa), Hamza Banouh (ES Sétif) et Walid Bencherifa (CS Constantine). Avec ce recrutement massif effectué par la formation des «Canaris», le président Chérif Mellal espère permettre à son équipe de confirmer son renouveau et surtout faire bonne figure en Ligue des champions d'Afrique. A l'instar de l'USMA, la période d'intersaison chez l'ES Sétif a été mouvementée avec le départ de plusieurs «tauliers» comme le duo Djabou-Rebiai, parti au MCA et Abdelkader Bedrane (ES Tunis). Une situation qui a poussé la direction à opérer un changement au sein de la composante en engageant huit joueurs, parmi eux le portier Sofiane Khedairia (USM Bel-Abbès) qui effectue son retour en club. Le NA Hussein-Dey détient le record avec 14 joueurs engagés, lui qui a connu une véritable saignée durant l'intersaison avec le départ pratiquement de l'ensemble de ses joueurs titulaires

(Merbah, Allati, Brahimi, Khiaï, El-Orfi, Harrag, Gasmi, Ouertani...). En revanche, le PAC constitue l'exception puisqu'il a encore une fois confirmé qu'il restait un club puissant dans sa fameuse Académie Jean-Marc Guillou (JMG) pour se renforcer, promouvant en équipe fanion une dizaine de joueurs issus de la réserve. La politique prônée par le club algérois lui a permis de céder ses «bijoux», souvent sous forme de prêt, à l'instar de Tahar Benkhelifa (USMA) ou encore du meilleur buteur du championnat la saison dernière Zakaria Naïdji (20 buts), parti rejoindre le club portugais de Gil Vicente pour une saison. Il est clair qu'avec tout ce mouvement opéré par les clubs de l'élite au mercato estival, ils vont tous se mettre à la recherche d'harmonie et de cohésion, deux subterfuges qu'ils vont exhiber des semaines durant pour justifier d'éventuelles contre-performances comme à chaque début de saison.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lors d'une cérémonie de vœux à l'occasion de l'Aïd El Adha

Gaid Salah motive l'ANP «à fournir davantage d'efforts»

EN PRÉSENCE des chefs de départements, des directeurs et les chefs de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, a présidé, hier après-midi, au siège du MDN, une cérémonie de présentation de vœux à l'occasion de l'Aïd El-Adha El-Moubarak. A cette occasion, «le général de corps d'Armée a tenu à adresser ses meilleurs vœux à l'assistance et à travers eux à leurs familles et proches, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire, priant Allah Le Tout-Puissant sécurité et paix pour le peuple algérien, et souhaitant à nos bénits hadjis, que leur pèlerinage soit accepté, que leurs prières soient exaucées et qu'ils puissent regagner leur pays et retrouver les leurs sains et saufs», a indiqué un communiqué du MDN dont voici l'intégralité du contenu. «Il m'est agréable en cette honorable circonstance, qui nous réunit à l'occasion de la célébration par notre peuple musulman de la fête de l'Aïd El-Adha El Moubarak, de vous adresser ainsi qu'à vos familles, mes meilleurs vœux de bonheur, priant Allah Le Tout-Puissant que ces occasions, hautement sym-

boliques, soient pour notre Armée synonymes de plus de travail fructueux et laborieux, qui lui permettra avec l'aide d'Allah et Sa volonté, de franchir davantage d'étapes de développement et de modernisation, à même de réunir toutes les conditions permettant la protection totale de notre pays et d'assurer, à travers tout le territoire national, la paix et la sécurité de notre peuple digne et authentique, qui mérite de vivre pour toujours dans un climat de quiétude et de sérénité, une occasion que nous saisissons pour prier Le tout-puissant d'accepter le pèlerinage de nos bénits Hadjis, d'exaucer leurs prières et de pardonner leurs péchés, fasse-t-Il qu'ils reviennent, sains et saufs, dans leur pays parmi les leurs».

«Les résultats des grandes étapes parcourues, ces dernières années, par l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de Libération Nationale, dans tous les domaines et sur tous les échelons sont désormais manifestes et palpables, ce qui a permis à nos Forces armées de se hisser aux rangs les plus élevés qui cadrent parfaitement avec les exigences de préserver l'Algérie toujours et à jamais forte, redoutable, souveraine et indépendante», a ajouté le chef de l'Etat-major. «Cette indépendance, a-t-il poursuivi, qui ravive en nous à chaque occasion les hauts faits de ces vaillants hommes parmi les chouchoua d'hier et d'aujourd'hui, qui ont concrétisé sur le terrain le sens du sacrifice et d'abnégation, et auxquels nous devons tous rendre un vibrant hommage à leur mémoire, d'être fidèles à leur serment, et d'implorer Allah Le Tout-Puissant pour qu'Il ait leurs âmes en Sa sainte miséricorde, les accepte dans Son vaste paradis et qu'Il en fasse un exemple à suivre pour l'ensemble des enfants de l'Algérie indépendante, afin qu'ils puissent emprunter leur chemin persévérant et dévoué et être les dignes successeurs de leurs dignes prédécesseurs». «Tel est le capital riche qui mérite auprès de tous les hommes de l'Armée nationale populaire aujourd'hui et demain, d'être valorisé avec estime et gratitude afin que chacun ait une autre motivation à fournir davantage d'efforts permettant à nos Forces armées d'être toujours à la hauteur de leurs responsabilités et de l'ampleur des missions qui leur sont assignées. Ces missions que nos Forces armées s'honorent toujours de les assurer et de les accomplir de la manière la plus idoine et la plus judicieuse, au service du peuple et pour défendre la patrie», a conclu le général de corps d'Armée.

Lynda N.

Guerre au yémen



Djalou@hotmail.com

Loumis

Accidents de la route

3 morts et 26 blessés ces dernières 24 heures

■ Trois personnes ont trouvé la mort et 26 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique hier un bilan des services de la Protection civile.

Par Aymen N.

L'accident qui a provoqué le plus grand nombre de victimes s'est produit dans la wilaya de M'sila suite au renversement d'un véhicule léger sur la RN 8, dans la commune d'Ouled Brahim, entraînant le décès d'une personne et causant des blessures à deux autres, précise la même source. Par ailleurs, les élé-

ments de la Protection civile ont repêché le corps d'une personne décédée par noyade au niveau d'une plage interdite à la baignade au lieu-dit Ain Ben Soltane, dans la commune d'Annaba. Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, les secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 350 interventions qui ont permis de

sauver de la noyade 259 personnes. Concernant le dispositif de lutte contre les incendies en milieu naturel, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 51 incendies qui ont causé des pertes estimées à 125 ha de surface de forêt, 72 ha de maquis, 137 ha de broussailles, 237 arbres fruitiers et 4 050 bottes de foin.

A. N.

Arabie Saoudite

Quatre nouveaux décès parmi les hadjis algériens

Quatre nouveaux décès ont été enregistrés hier parmi les pèlerins algériens aux Lieux Saints de l'Islam (Arabie Saoudite), a appris l'APS selon le chef de la délégation consulaire algérienne. Il s'agit de la hadja Mme Hemmani Fatma, née le 12 juin 1949, à Tablat wilaya de Médéa, décédée pour des raisons de santé», a affirmé l'ambassadeur, Abdelkader Hedjazi. Le deuxième hadji décédé est «Boudjelal Abderrahmane, né le

9 mars 1947 à , décédé suite à une hémorragie interne et qui avait subi une chirurgie cardiaque en Algérie». Le troisième décédé est «le hadji Taieb Tayeb, né le 1 janvier 1935 à Relizane suite à un arrêt de la circulation sanguine», ajoute le même responsable. Le quatrième décédé est «Abdelkader Ledjlat, né en 1942 à Médéa suite à un arrêt cardiaque. Il souffrait d'une cardiopathie et refusait de subir une intervention chirurgicale en

Arabie Saoudite». Par ailleurs, le chef de la mission médicale algérienne, Dr. Mahmoud Dahmane a fait savoir que «les trois premiers défunts sont décédés à l'hôpital de Mina suite à un épuisement physique après l'accomplissement des rites de hadj, tandis que le quatrième décédé, mort à l'hôpital de la Mecque, n'a pas pu se déplacer à Mina et Arafat, et des Saoudiens ont accompli les rites à sa place».

Lylia K.

Confisqué en juillet dernier dans le détroit de Gibraltar

Londres libérera «prochainement» le pétrolier iranien

L'Organisation portuaire et maritime d'Iran a annoncé hier que le Royaume-Uni devrait libérer prochainement le pétrolier iranien qu'il a confisqué en juillet dernier dans le détroit de Gibraltar, ont rapporté des médias locaux. Les autorités des deux parties ont échangé des dossiers pour préparer la libération du navire iranien, a déclaré le chef adjoint de l'organisation Jalil Eslami, a indiqué la chaîne de télévision nationale iranienne. L'Organisation portuaire et mari-

time d'Iran a également affirmé que Londres a montré sa «volonté de résoudre le différend avec les autorités iraniennes», a poursuivi la même source. «Nous espérons que ce problème sera résolu dans un avenir proche et que le navire pourra continuer à naviguer sous pavillon iranien», a souligné le responsable iranien. Le 4 juillet dernier, les Royal Marines britanniques ont saisi dans le détroit de Gibraltar un pétrolier iranien, Grace 1, qui selon Londres se rendait en

Syrie «en violation des sanctions décrétées par l'UE» contre le pays, ce que l'Iran a démenti catégoriquement. Cette saison a provoqué de fortes tensions entre Téhéran et Londres. Le 19 juillet, l'Iran a procédé, pour sa part, à la saisie du pétrolier britannique Stena Impero dans le détroit d'Ormuz, affirmant que le navire ne respectait pas «les règlements maritimes internationaux en traversant le détroit».

Nadia C.

Russie 5 morts et 4 blessés dans un accident de la circulation à Yakoutie

CINQ personnes ont trouvé la mort et quatre autres ont été blessées dans un accident de la route survenu hier en Yakoutie, à l'Extrême-Orient de la Russie, a fait savoir le ministère russe des Situations d'urgence. «Une collision frontale entre une voiture et un camion au niveau de l'autoroute fédérale Lena, en Yakoutie, a fait cinq morts et quatre blessés dont deux dans un état grave», a relevé le ministère dans un communiqué, précisant que cinq occupants de la voiture sont décédés. «Selon les informations préliminaires, le conducteur de la voiture avait enfreint les règles de sécurité car d'autres passagers étaient à bord du véhicule, indique le ministère», note la même source, ajoutant que la collision est survenue alors qu'il tentait un dépassement à une grande vitesse. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances de l'accident, ajoute le communiqué.

Agences